

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 885^e
SÉANCE**

Vendredi 4 octobre 1963,
à 16 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Discussion générale sur l'ensemble des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission (suite)	35

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

En l'absence du Président, M. Fernandini (Pérou), vice-président, prend la présidence.

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR L'ENSEMBLE DES
POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RENVOYÉS À LA
COMMISSION (suite)

1. M. CUMES (Australie) accueille avec satisfaction l'occasion offerte par la discussion générale de se faire une idée d'ensemble des travaux de la Commission, car, en ce qui concerne le développement économique, il convient non d'étudier une série de points séparés, mais d'examiner la question comme un tout cohérent.

2. Le premier souci de la Commission est l'économie des pays en voie de développement, et son rôle consiste à aider à améliorer les niveaux de vie dans ces pays aussi rapidement que possible, en augmentant leur taux de croissance économique. Son but doit être de faire en sorte que le taux de croissance élevé qui, au cours des dernières années, a prévalu dans certains pays développés, surtout en Europe occidentale, soit atteint aussi dans les pays du monde où les niveaux de vie sont bas et où un grand effort s'impose pour permettre à l'économie de parvenir à une croissance auto-entretenu.

3. Si tous les membres de la Commission reconnaissent qu'il est souhaitable d'atteindre des taux de croissance économique élevés, il y a beaucoup de raisons de penser que cette tâche ne sera pas facile. La délégation australienne a souligné dans le passé à quel point les pays dépendent les uns des autres pour maintenir leur croissance économique. Cependant, les taux de croissance économique élevés réalisés dans les pays industrialisés pourraient présenter certains dangers pour des pays qui, comme l'Australie, dépendent d'une augmentation de leurs exportations pour assurer leur développement; les hauts niveaux de vie des masses ainsi que les taux de croissance économique élevés atteints dans les pays industrialisés pourraient amener ceux-ci à se préoccuper toujours davantage de leurs propres marchés intérieurs, ce qui pourrait réduire chaque année l'intérêt économique spontané qu'ils portent au commerce et aux investissements dans les pays qui ne sont pas de leur groupe. La délégation australienne espère que les négociations commerciales engagées par le président Kennedy réussiront, et que ce sera d'une façon propre à mo-

dérer et non à accentuer le souci des pays industrialisés pour leurs propres marchés.

4. M. Cumes dit que sa délégation croit qu'il faut trouver un moyen de modifier les effets de la présente phase de développement intensif dans les pays développés, c'est-à-dire que, à mesure que la spontanéité de l'intérêt témoigné par les pays développés sur le plan économique diminue, elle doit être remplacée par une politique adoptée délibérément et selon laquelle ces pays se soucieront des besoins urgents des pays en voie de développement. Cette politique devra porter sur les échanges aussi bien que sur l'assistance. Par exemple, l'avenir de la politique agricole commune de la Communauté économique européenne — ainsi que la politique de la Communauté et d'autres pays industrialisés à l'égard des importations de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement — montrera dans quelle mesure la Communauté et d'autres nations industrialisées sont disposées à se soucier des intérêts commerciaux légitimes des pays non européens. Heureusement, il y a maintenant des raisons de croire que des mesures pratiques sont envisagées, en particulier dans le cadre du programme du GATT pour l'expansion du commerce international et à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La déclaration commune des représentants de 17 pays en voie de développement contenue dans le rapport du Comité préparatoire de la Conférence sur sa deuxième session (E/3799, par. 186) expose quelques idées générales sur la façon d'accroître les échanges entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Quoique certains membres puissent avoir des réserves sur des points de détail, cette déclaration mérite un appui général.

5. Le véritable problème qui se pose à propos de l'expansion du commerce est de savoir quelle part y auront les divers pays et régions. Une expansion du commerce à l'intérieur de la communauté industrialisée aux dépens des échanges d'autres régions serait un désastre. Tous les pays en conviennent, mais des arrangements détaillés doivent être forgés pour donner un effet pratique à ce que tous s'accordent à reconnaître en principe.

6. L'ordre du jour provisoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui figure dans le rapport du Comité provisoire sur sa première session (E/3720, par. 6), est suffisamment complet pour que toutes les questions pertinentes puissent être discutées, quoique la délégation australienne pense que la Conférence devrait concentrer ses efforts sur les sujets les plus urgents, celui dont l'importance est la plus immédiate étant le commerce des produits de base. Nul ne voudrait voir l'un des deux grands événements commerciaux de 1964 — la Conférence et les négociations qu'engagera le président Kennedy — entraver le commerce ou le développement économique des pays indus-

trialisés; M. Cumes espère au contraire qu'ils ajouteront à la vigueur de l'ensemble de la communauté internationale. Mais ces deux événements doivent, avant tout, ouvrir des possibilités nouvelles et étendues aux pays en voie de développement, notamment à ceux qui se trouvent au tout premier stade de leur développement, comme le Papua et la Nouvelle-Guinée, envers lesquels l'Australie a une responsabilité spéciale. Les économies avancées, qui sont les principaux marchés du monde, doivent offrir des possibilités d'accès aux produits de toutes les régions, ce qui serait en fin de compte conforme à leurs intérêts les plus larges.

7. L'Australie porte elle-même un intérêt vital à la Conférence et aux autres négociations qui vont s'ouvrir, parce qu'elle est fortement tributaire de son commerce extérieur, qui représente presque 40 p. 100 de son revenu national. Son développement dépend de ses recettes outre-mer, dont 90 p. 100 proviennent d'exportations de produits primaires. Au cours des années récentes, les marchés d'un grand nombre de produits exportés d'Australie se sont fermés, et les termes de l'échange ont subi une grave dégradation. Le GATT n'a pas protégé les intérêts de l'Australie ni ceux des autres pays exportateurs de produits primaires. S'il est vrai que la situation s'est un peu améliorée pendant l'année écoulée, il est trop tôt pour en conclure que le vent a tourné; il ne faut pas non plus laisser des gains temporaires masquer des tendances fondamentales adverses. Ce dont les pays exportateurs de produits primaires ont besoin, c'est d'accords fermes donnant des garanties immédiates et permanentes. Il serait vain pour les pays de poursuivre leurs plans de production sans avoir de marchés pour leurs produits. Une grande partie des efforts déployés, notamment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, serait gaspillée si les pays en voie de développement n'obtenaient pas un accès suffisant aux marchés.

8. En même temps qu'elle s'occupe de problèmes commerciaux, la Commission doit aussi traiter énergiquement d'autres questions. On n'a pas réussi jusqu'ici à réaliser un taux de croissance annuel de 5 p. 100 dans les pays en voie de développement, ce qui est le principal objectif de la Décennie; ce chiffre est pourtant un strict minimum, surtout pour les pays ayant un taux d'accroissement démographique élevé, et il est toujours vrai que les pays qui ont le niveau le plus bas de revenu par habitant tendent à avoir le plus faible taux de croissance. La tâche la plus dure qu'impose le développement semble être de déclencher le processus, et en conséquence la plus lourde responsabilité d'assistance qui incombe aux institutions internationales consiste à amorcer le développement. C'est pourquoi des institutions comme le Fonds spécial ainsi que les divers programmes d'assistance technique sont devenus si importants pour établir l'infrastructure nécessaire et former un personnel au courant des méthodes modernes.

9. Les mesures prises doivent donc viser les objectifs qui sont les plus importants pour donner un élan vigoureux au développement. La nécessité s'impose d'orienter l'action entreprise dans le cadre de la Décennie selon une méthode plus sélective, de façon que les tâches essentielles soient menées plus à fond et soient liées plus directement avec des programmes de développement nationaux bien conçus. Il faut bien se rappeler que, même si tous les objectifs de la Décennie sont atteints, ce ne sera encore qu'un début.

C'est pour cette raison que, aussi bien à courte qu'à longue échéance, il est très important de conclure des accords pour appliquer au développement les découvertes de la science et de la technique, qui ont joué un rôle essentiel pour amener les pays développés à leur niveau actuel de production. La Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées aura sans doute des résultats fructueux dans un certain temps, et il se pourrait bien qu'elle soit l'un des grands événements de l'histoire des Nations Unies.

10. La délégation australienne approuve très vivement l'importance croissante que les Nations Unies accordent à l'industrialisation; l'élévation des niveaux de vie semble dépendre, dans la plupart des pays, de la création d'une gamme étendue d'industries. Toutefois, il faut admettre qu'il s'agit là d'un processus généralement lent et parfois pénible. Les Nations Unies ont un rôle important à jouer pour favoriser l'industrialisation et réaliser une division internationale du travail satisfaisante. La délégation australienne est d'avis qu'il convient d'intensifier l'action des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation et qu'il faut mettre de nouvelles ressources à la disposition du Centre de développement industriel, qui a un programme de travail fort utile et devrait disposer des moyens nécessaires pour l'exécuter. Il y a cependant des limites à l'aide que les Nations Unies peuvent apporter aux pays en voie de développement en vue de leur industrialisation. Ces pays doivent avant tout obtenir par leurs échanges des ressources suffisantes pour leur permettre de s'industrialiser rapidement et selon des prévisions suffisamment sûres. Les pays exportateurs de produits primaires doivent pouvoir compter sur le niveau et la stabilité de leurs recettes d'exportation afin d'être en mesure de planifier leur développement avec certitude.

11. Etant donné le déficit croissant de la balance des paiements des pays en voie de développement, qui s'accroît à mesure qu'augmente leur taux de croissance, ces pays ont un besoin urgent de trouver des marchés plus larges et plus rémunérateurs pour les produits primaires dont ils sont tributaires, et de diversifier leurs exportations en ayant une assurance suffisante de pouvoir écouler avec profit leur nouvelle production.

12. Tout le monde s'accorde à reconnaître que pour être aussi efficace que possible le développement économique doit s'accompagner d'un niveau d'instruction suffisant. Pour cette raison, ainsi que pour des raisons sociales plus générales, la campagne d'alphabétisation doit être largement appuyée. Les ressources nécessaires pour assurer l'alphabétisation des masses sont énormes; or, on ne dispose que de ressources nationales et internationales limitées. Les pays dans lesquels l'analphabétisme constitue un problème devront trouver le gros des ressources nécessaires pour le combattre, ce qui se traduira presque certainement par le prélèvement de fonds sur des ressources destinées à d'autres objectifs, et, par voie de conséquence, par une diminution de l'attention accordée à l'éducation du plus jeune groupe d'âge, sur lequel reposent en définitive les espoirs les plus grands. La question est donc de savoir à quel rythme la campagne d'alphabétisation pourra se dérouler, compte tenu des besoins en conflit.

13. Dans la recherche des solutions aux problèmes économiques, les commissions économiques régionales ont à jouer un rôle majeur et doivent être investies d'une autorité suffisante à cette fin. Toutefois, les organes centraux des Nations Unies n'exercent pas seulement des fonctions de coordination; c'est de ces organes que relèvent les questions de fond débordant le cadre de régions particulières. Ces organes, tout particulièrement le Conseil économique et social, doivent en conséquence représenter toutes les régions. Il est anormal qu'actuellement les pays en voie de développement soient très insuffisamment représentés au Conseil. Il est donc essentiel de porter le nombre des membres du Conseil de 18 à 24. Cette augmentation du nombre de ses membres laisserait au Conseil sa souplesse, tout en lui permettant d'inclure un plus grand nombre des pays dont les voix doivent être entendues au sujet des problèmes qu'il examine.

M. Thajeb (Indonésie) prend la présidence.

14. M. CRISTUREANU (Roumanie) dit que les problèmes de développement économique sont devenus la principale préoccupation des Nations Unies, étant donné qu'ils sont étroitement liés aux problèmes politiques tels que le maintien de la paix, le désarmement général et complet, et la solution pacifique des différends. Les récentes sessions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires, ainsi que les conclusions de certaines conférences économiques internationales ont sans aucun doute insufflé aux institutions des Nations Unies une nouvelle détermination, ainsi que le signale le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel (A/5501/Add.1). Le progrès économique et social est l'impératif de la société humaine. Pour l'assurer, il faut procéder à la mobilisation d'énergies et de capacités scientifiques et techniques considérables, tant à l'échelon national que sur le plan international.

15. Les documents dont la Commission est saisie montrent que l'économie mondiale a enregistré des progrès en 1962, si modérés soient-ils. Les données pour 1962 confirment la courbe ascendante du développement économique des pays socialistes: pour la période de 1955-1962, la part de ces pays dans la production industrielle mondiale est passée de 27 p. 100 à plus de 36 p. 100. Dans un temps relativement court (1959-1962), la production industrielle des pays socialistes européens s'est accrue de plus de 30 p. 100, tandis que la production industrielle des principaux pays capitalistes a enregistré une croissance de 17 p. 100 seulement.

16. En même temps, de vastes régions sous-développées doivent rester aux prises avec de graves difficultés économiques. Selon les documents officiels des Nations Unies, la production industrielle de ces régions se chiffre à 25 dollars seulement par habitant, contre 420 dollars dans les pays capitalistes développés. Cette situation est particulièrement significative en ce qui concerne le commerce international et le progrès économique des pays en voie de développement. Comme le Président du Conseil économique et social l'a fait observer dans l'introduction au rapport du Conseil (A/5503), le commerce extérieur est leur secteur le plus important, mais aussi le plus faible et le plus vulnérable. Les termes de l'échange ont continué à évoluer au préjudice des pays en voie de développement et leur participation dans le commerce mondial a continué à se réduire.

17. De nombreuses délégations ont exprimé leur souci grandissant devant les mesures discriminatoires de contingentement et les barrières douanières qui restreignent le commerce mondial et gênent le progrès économique et social des pays en voie de développement. La politique des groupements économiques fermés a des conséquences particulièrement néfastes. Ces groupements ne peuvent être, en aucun cas, considérés comme étant destinés à promouvoir des échanges commerciaux équitables et mutuellement profitables.

18. Un problème d'une importance vitale, tant pour les pays exportateurs que pour tous les autres pays du monde, est celui du commerce international des produits de base. La monoculture, vestige de l'ancien régime colonial, reste le trait caractéristique de l'économie du plus grand nombre des pays en voie de développement. Ses effets négatifs ont été amplement discutés par la Commission du commerce international des produits de base. C'est à juste titre que les pays en voie de développement réclament les mesures nécessaires pour éliminer les fluctuations des prix des produits de base, pour fixer les termes de l'échange à un niveau équitable, et pour leur permettre d'exercer leur droit de souveraineté permanente sur leurs immenses ressources naturelles conformément à leurs intérêts propres, comme le prescrit la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

19. Les peuples du monde attendent à juste titre que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement marque un tournant dans les relations économiques internationales. Le Gouvernement roumain participe activement aux travaux préparatoires en vue de cette conférence. Il a constitué à cet effet un comité national composé de personnalités de premier plan des divers secteurs économiques intéressés aux problèmes du commerce international. La Roumanie a fait certaines propositions visant à stabiliser les rapports commerciaux et en même temps à promouvoir le développement économique (E/CONF.46/PC/7), en espérant que ces propositions trouveront la place qui leur est due dans le cadre des travaux de la Conférence.

20. La délégation roumaine approuve la recommandation figurant dans la déclaration commune des représentants des pays en voie de développement (E/3799, par. 186) et selon laquelle tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient examiner avec attention, avant l'ouverture de la Conférence, toutes les propositions constructives et tous les moyens pratiques d'assurer le développement du commerce international. Le commerce international, étant reconnu, de l'avis unanime, comme un élément essentiel du développement économique, il est important de créer un climat favorable aux travaux de la Conférence et de faciliter de la sorte l'adoption de mesures efficaces dans un esprit de coopération et d'entente réciproques. En conséquence, au cours de la période précédant la Conférence, il importe que les Etats participants s'abstiennent de prendre de nouvelles mesures de nature à accentuer les politiques de discrimination et de barrières douanières. Il peut être utile d'envisager l'idée d'un instrument approprié, efficace et permanent destiné à donner suite aux décisions de la Conférence relatives à l'expansion des échanges internationaux. Des principes généraux devraient être établis pour servir de guide dans les relations entre tous les Etats, quel que soit leur niveau de développement économique, afin de donner aux relations économiques inter-

nationales une base plus solide. La délégation roumaine avait présenté, lors de la douzième session de l'Assemblée générale, un projet de résolution mettant en relief la nécessité d'élaborer des principes de coopération économique internationale (A/C.2/L.330). La délégation de l'Union soviétique a présenté un projet de déclaration sur la coopération économique internationale (E/3467) à la trente et unième session du Conseil économique et social. Il convient d'accélérer les travaux du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil pour examiner la question d'un projet de déclaration, et de donner à ces travaux la priorité et l'importance qui leur reviennent.

21. Les efforts sur le plan international et les récents progrès réalisés en ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires créent le climat nécessaire pour atténuer la tension internationale et trouver une méthode constructive pour aborder les principaux problèmes que posent les relations économiques internationales. L'utilisation, dans l'intérêt de l'ensemble des pays, des vastes ressources humaines et naturelles libérées par le désarmement ne manquerait pas d'améliorer la situation économique et sociale dans le monde. La Commission doit étudier dans le détail les avantages, tant sur le plan matériel que sur le plan humain, qui découleraient du désarmement.

22. L'importance de l'industrialisation, seul moyen efficace de réaliser un développement équilibré de toutes les branches de l'économie, est de plus en plus largement reconnue sur le plan international et la création du Comité du développement industriel permet d'examiner cette question comme il convient dans le cadre des Nations Unies. Les pays en voie de développement sont convaincus que l'industrialisation et la diversification de leur économie sont les seuls moyens d'aboutir à des progrès économiques et sociaux substantiels. La planification économique est essentielle pour l'expansion équilibrée de l'ensemble des éléments de ces économies, comme l'Assemblée générale l'a reconnu en adoptant la résolution 1708 (XVI) sur la planification en vue du développement économique.

23. L'ONU et les institutions spécialisées ont commencé à étudier des méthodes pour la préparation de plans à long terme, et plusieurs pays ayant des structures économiques et sociales différentes ont créé des organes spéciaux de planification afin d'assurer un développement économique rationnel. La Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées a mis en lumière le rôle que peut jouer, pour assurer une planification efficace, le renforcement du secteur public, étant donné qu'il permet d'appliquer intégralement dans la pratique les mesures de politique économique. La délégation roumaine se félicite de ce que le Conseil économique

et social ait adopté la résolution 979 (XXXVI) sur la planification et les projections économiques, par laquelle il recommande aux commissions économiques régionales d'intensifier leurs échanges mutuels de renseignements sur l'expérience acquise dans le domaine de la planification et des méthodes de planification. Cette résolution invite également les Etats Membres à coopérer avec le Secrétaire général en vue de développer les activités de l'ONU dans ce domaine. La délégation roumaine pense qu'une conférence ou un colloque international sur la question importante de la planification et du développement économique serait extrêmement utile.

24. La formation de cadres nationaux est également très importante pour le développement économique des Etats qui ont accédé depuis peu à l'indépendance. Les pays en voie de développement ont compris qu'en plus de l'assistance bilatérale et multilatérale ils doivent eux-mêmes élaborer des programmes annuels et des plans prospectifs pour la formation des cadres. Les Nations Unies devraient se préoccuper davantage d'intensifier les échanges d'expériences dans les domaines économique, technique et scientifique. Les commissions économiques régionales, en particulier la Commission économique pour l'Europe, dont les membres sont les pays les plus avancés du point de vue technique, pourraient jouer un rôle important à cet égard.

25. L'expérience de la Roumanie en matière d'industrialisation est susceptible d'intéresser les pays en voie de développement, dont la situation est similaire à celle de la Roumanie avant la seconde guerre mondiale. Depuis que le peuple roumain est devenu maître des richesses de son pays, il les a mises en valeur conformément à ses propres intérêts, augmentant ainsi continuellement la puissance économique du pays. Partant de plans de développement scientifiquement élaborés, l'industrialisation permet d'élargir la base technique et matérielle de l'économie. Le secteur industriel, qui occupe la place prépondérante dans la production du pays, se développe constamment grâce à la création d'entreprises industrielles modernes, capables de subvenir aux besoins d'une économie en plein essor, d'assurer la croissance continue des forces de production et d'élever le niveau de vie de la population. Entre 1950 et 1959, la production industrielle s'est accrue au taux annuel de 12,7 p. 100; entre 1960 et 1962, premières années du plan économique de six ans, le taux annuel d'accroissement a été de 15,8 p. 100. Il y a eu une expansion importante de l'industrie lourde et la production de biens de consommation a augmenté considérablement. La composition du commerce extérieur de la Roumanie reflète les changements qui ont eu lieu dans la structure de l'économie nationale, et, en 1962, le volume du commerce extérieur était six fois et demie supérieur à celui de 1948.

La séance est levée à 18 heures.